Gilets Jaunes : Des CRS en colère sur la prime de Macron : «Il nous a pris pour des putes ou quoi ?»

07/12/2018 à 18h23

Largement mobilisés avant les manifestations de samedi, de nombreux policiers, inquiets de la tournure que pourrait prendre cette journée, peinent à contenir leur colère vis-à-vis d'un pouvoir politique qui rechigne encore à donner des ordres clairs. Le malaise est palpable : certains rêveraient même de mettre leur gilet jaune sur le dos.

" *Nous sommes tous rappelés samedi, en quinze ans de police, je n'ai jamais vu ça* ". Dans son commissariat parisien, cet officier de police judiciaire craint le pire, comme nombre de ses collègues CRS ou policiers qui peinent à calmer leur colère depuis samedi dernier. En cause, " *l'absence d'ordres clairs et lisibles en dépit de la violence exprimée* ", résume l'un des membres de la compagnie d'intervention mobilisée sous l'Arc de Triomphe lors de la dernière manifestation parisienne des gilets jaunes. Tous se demandent s'il y a un pilote dans l'avion, et digèrent mal la gestion politique de leurs actions de terrain. Ils répètent avoir attendu des ordres alors que la situation pourrissait, et ne comprennent pas pourquoi " *tant de collègues étaient retenus pour fouiller des sacs à l'entrée des Champs Elysées alors qu'il était si facile de rester en dehors dans l'espoir de tout casser* ".

L'un d'entre eux, âgé de 25 ans, se souvient d'une journée pendant laquelle il s'est " *vu mourir plusieurs fois* ". Il se souvient aussi de cette fin de journée où il a fallu partir une demi-heure plus tôt pour accueillir le ministre de

l'Intérieur Christophe Castaner et le premier ministre Edouard Philippe à la caserne. " *Ils sont restés dix minutes pour venir nous dire merci, il y avait un silence de mort et personne n'a ouvert la bouche. Il valait mieux pour eux* ", résume froidement ce jeune policier. La colère est plus grande encore lorsque l'on évoque le nom du Président de la République, et sa déambulation du lendemain dans les rues encore fumantes du XVIe arrondissement parisien. " *Au lieu de parader, il aurait pu commencer par être en France le jour où son peuple exprime sa colère* ", tranche un CRS furieux du comportement présidentiel.

Cerise sur le gâteau, l'idée d'une prime de 300 euros pour récompenser les policiers de terrain. " ***Il nous a pris pour des putes ou quoi*** ", lancent sans pudeur certains d'entre eux, qui ont déjà fait savoir qu'ils refusaient la somme. " *Ça fait des années que le malaise grandit dans la police, que nos heures supplémentaires ne sont pas payées, qu'on demande des ordres clairs, un changement de méthode dans le maintien de l'ordre, une réponse pénale adéquate et tout à coup il essaie de nous acheter parce qu'on a fait notre boulot, c'est juste indécent* ", s'emporte l'un d'eux.

Ils sont nombreux à reconnaître que ce mouvement provoque chez les policiers une sorte de " *schizophrénie très désagréable* ". Quelques jours après les affrontements du week-end, un jeune engagé résume : " *on a passé quatorze heures à se prendre des pavés, des jets d'acides, des barres de fer et des insultes dans la figure. Et en rentrant le soir, on a retiré notre uniforme avec l'envie d'enfiler nous aussi ce gilet jaune. L'institution policière est une chose, mais les policiers sont des Français, et comme la majorité de leurs compatriotes, ils sont à bout* "

(…)

Valeurs Actuelles